

Global local forum

Le dialogue des territoires

2013

La coopération transfrontalière

levier pour le développement et la paix



Éditions du Secteur Public

Global local forum 2013

Le dialogue des territoires

La coopération transfrontalière

levier pour le développement et la paix

AVERTISSEMENT

Les opinions exprimées par les auteurs dans cette revue n'engagent pas nécessairement les institutions ou collectivités auxquelles ils appartiennent. Elles ne constituent pas non plus des positions officielles de Global local forum.

GLOBAL LOCAL FORUM
27 rue des Sablons - 75116 Paris - France
Tel : +33 1 47 27 11 85

www.global-local-forum.com
contact@global-local-forum.com

Publié avec le soutien de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA),
du Conseil des Collectivités Territoriales (CCT/UEMOA)
et du ministère français des Affaires étrangères et européennes

Revue éditée par Les Éditions du Secteur Public avec l'AIAGLF (Association internationale des Amis de Global local forum), président : Abdoulaye SENE, directeur de la publication – Global local forum® est une marque de Public Event – Édition, diffusion et droits réservés : Éditions du Secteur Public, 27 rue des Sablons - 75116 Paris - France – ISBN : 978-2-917483-17-6 - EAN : 9782917483176 - ISSN 2118-1403

*Merci aux institutions qui nous ont aidés
dans la réalisation de notre projet.*

*Cette édition 2013 de la revue de Global local forum est publiée avec
le soutien bienveillant de l'Union Économique et Monétaire Ouest
Africaine (UEMOA) et du Conseil des Collectivités Territoriales
(CCT/UEMOA), ainsi que du ministère français des Affaires
étrangères et européennes et de la CNCD (Commission nationale
de coopération décentralisée).*

*Global local forum remercie aussi de leur coopération l'Association
des Régions frontalières européennes (Berlin/Gronau), le GERAD
(Groupe d'étude, de recherche et d'appui au développement),
Université de Dakar, le Centre d'études para-diplomatiques
de Buenos Aires et la MOT (Mission opérationnelle transfrontalière).*

Sommaire

INTRODUCTIONS

Avant-Propos. Contribuer par la coopération transfrontalière à une géopolitique de la paix, par Abdoulaye SENE, président du Global local forum	11
La coopération transfrontalière pour aller plus loin dans l'intégration, Par Cheikhe Hadjibou SOUMARE, président de la Commission de l'UEMOA, et François Albert AMICHIA, président du Conseil des Collectivités Territoriales	13
Les relations transfrontalières, interrégionales et la coopération décentralisée pour le développement, par Luis Ramon VALCAREL SISO, président du Comité des régions de l'Union européenne.....	15
Pour une approche stratégique de la coopération transfrontalière et décentralisée, Par Andris PIEBALGS, Commissaire européen au Développement	17
Introduction du Commissaire Johannes HAHN, par Johannes HAHN, membre de la Commission européenne, Commissaire en charge de la Politique Régionale	21
Pas seulement paix et développement économique, mais aussi une meilleure compréhension mutuelle, par Danuta HÜBNER, Présidente de la Commission Développement régional au Parlement européen	23
Europe – Afrique, pour une meilleure gouvernance et des résultats plus concrets en matière de développement, par STRIFFLER 1 ^{re} vice-présidente de la Commission du développement du Parlement Européen	25
Let us share our views on the rôle of local authorities with other integration processes, by Karl-Heinz LAMBERTZ, president of the Association of European Border Regions, President of the Euregio Meuse-Rhein and Minister-President of the German-speaking Community of Belgium	27
La coopération transfrontalière, outil d'intégration régionale sur tous les continents, par Michel DELEBARRE, ancien ministre d'État, sénateur-maire de Dunkerque (France), président de la Mission opérationnelle transfrontalière.	29

La coopération décentralisée transfrontalière, un levier d'intégration en Afrique de l'Ouest, par Amadou DIOP et Mohamadou Mountaga DIALLO, GERAD, Université de DAKAR 33

L'intégration frontalière, élément central et partagé dans l'agenda de l'Amérique latine et des Caraïbes, par Nahuel ODDONE, Centre d'études para-diplomatiques de Buenos Aires 35

DOSSIER

Présentation du dossier de ce numéro. La contribution de la coopération décentralisée et transfrontalière à l'intégration régionale, par Pierre POUGNAUD, vice-président délégué de Global local forum et Pierrick HAMON, secrétaire général, coordonnateur éditorial de la revue 2013..... 41

Frontières : l'inventaire du monde, par Alain HOULOU..... 45

Quand les frontières ne séparent plus mais unissent : La victoire sur la guerre, par Alain HOULOU..... 57

Les avatars de la frontière ou l'émergence du poreux par complexification néguentropique, par GHILS 61

Questions à ... Michel FOUCHER : «La frontière internationale est généralement une ressource pour les populations locales qui savent jouer des avantages comparatifs», propos recueillis par Pierrick HAMON, secrétaire général du Global local forum..... 78

Trois cas de contribution de la coopération transfrontalière décentralisée à l'intégration régionale, par Clotilde BAÏ, Banque africaine de développement (BAD)..... 81

Le caractère stratégique des espaces transfrontaliers pour l'intégration de l'Afrique, par Dr Mohamadou ABDOUL, expert régional coopération transfrontalière GIZ-Projet d'appui au programme Frontière de l'Union africaine (German cooperation)... 89

Questionnements théoriques et recherches artistiques : les frontières entre ordre et altérité, par Anna KRASTEVA 99

La frontière, espace de réalisation sociale, par Pathé MBODJE, journaliste, sociologue 109

Cohésion territoriale, coopération décentralisée et processus d'intégration régionale : Quel rôle pour les autorités sub-étatiques ? Par Romain PASQUIER, Directeur de recherche au CNRS CRAPE/UMR 6051, Institut d'Études Politiques, Rennes (France).....	119
Paradiplomacy : the increasingly porous borders between diplomacy and international territorial cooperation, by Manuel DURAN, researcher at the University of Antwerp	133
Recent developments in EU external co-operation : the global interest in the EU's regional policy model, by Ronald HALL, Principal Advisor, Directorate General for Regional Policy (DG Regio), European Commission	143
L'Union européenne et la coopération transnationale, par Jean-Francois DREVET.....	149
L'Union européenne à l'heure du multilatéralisme 2.0, par Luk VAN LANGENHOVE, directeur de l'Université des Nations-Unies, et Tiziana SCARAMAGLI responsable du Bureau de l'Université UN à Paris.....	159
Pour une vision solidaire et transversale des territoires à l'échelle nationale et internationale. Villes et régions, vers de nouveaux défis au Sommet Mondial de CGLU, par Josep ROIG, secrétaire général de Cités et Gouvernements Locaux Unis.....	167
Les frontières : des espaces fertiles pour la coopération, l'intégration et l'innovation, par Horacio RODRÍGUEZ VÁZQUEZ et Nahuel ODDONE	171
Les frontières, un laboratoire pour réinventer l'action collective, Christel ALVERGNE, Team Leader for Africa, Local Development Practice Area, UNCDF.....	181
L'influence des expériences historiques dans le processus d'intégration en Afrique de l'Ouest, par Bara NDIAYE Institut d'histoire et des relations internationales, Université Warmie et Mazurie à Olsztyn	187
Cross-border cooperation in west Africa, a contribution to the regional integration process, Association of european border regions (AEBR)	197

Cross-border cooperation in Latin America, a contribution to the regional integration process, Association of european border regions (AEBR)	203
La culture, trait d’union entre les deux capitales congolaises, Brazzaville et Kinshasa, Par Alphonse TSHILUMBA	209
La nécessaire mise en synergie des initiatives de coopération transfrontalière dans la Région du Liptako-Gourma, par M. Mamane TAHIROU	215
L’apport de la coopération décentralisée et transfrontalière à la fourniture de services de base aux citoyens frontaliers, par Sékouba Fanta-Mady CAMARA.....	227
L’expérience d’un jeune concepteur d’outils de développement économique dans la Vallée du Fleuve Sénégal Par NDONGO Adama.....	237
Les enjeux de sécurité et de développement : exemples Ouest-africains, par Laurent BOSSARD.....	245
L’expérience de la Région Picardie (France): une coopération décentralisée triangulaire Sud-Sud-Nord, par Damien DESCOINGS	255
La coopération décentralisée et transfrontalière : avantages et limites. Le cas du Vietnam et de l’ASEAN, par Dang XUONG HUNG.....	267
Retos de la cooperación descentralizada en la Frontera México - Estados Unidos para el Desarrollo Transfronterizo, José María RAMOS GARCÍA.....	273
Entre Colombie et Équateur : une coopération transfrontalière pour retrouver les savoirs faire traditionnels, par Juliette SOULABAILLE	283
Sobre cooperación descentralizada y procesos de integración transfronteriza, Roger GURDIAN	287
La coopération transfrontalière, facteur de paix. Le cas de la province Elías Piña (République dominicaine) et du département du plateau central (Haïti), par Christophe MESTRE.....	289
La participación de las principales ciudades de Baja California, México en las relaciones de interdependencia y conformación de una región transfronteriza, María DEL ROSIO BARAJAS ESCAMILLA.....	295

Questions à Jean-Paul Bachy, Président de la Région Champagne-Ardenne (France)	305
La coopération décentralisée en soutien de l'intégration régionale, par Jaroslaw SLOMA.....	309
Femmes et gouvernance locale,axe majeur de coopération, par Ina SY	317
Questions à Abdel Kader DICKO, Coopération suisse au Mali : « La Suisse soutient le CCT dans un programme de coopération transfrontalière 2014-2017 »	322
Intégration régionale en Afrique de l'Ouest : le défi de la coopération décentralisée transfrontalière, par le Pr Amadou DIOP et Mohamadou Mountaga DIALLO	327
Collectivités territoriales, démocratie et droits humains : à l'interface du local et du global, par Catherine LE BRIS, Chargée de recherche au CNRS, UMR de droit comparé, CNRS/Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (France)*	337
 UN AN D'ACTIVITÉS	
2013 :Un an d'activités de Global local forum	343
Manifeste pour le dialogue des territoires.....	347

L'auteur

Abdoulaye SENE est président-fondateur du think tank international Global local forum. Membre et ancien président du conseil régional de la région de Fatick, Abdoulaye SENE a été secrétaire général de l'association des élus locaux du Sénégal, député et président de la Commission du développement et de l'aménagement du territoire de l'Assemblée nationale de la République du Sénégal. Co-fondateur de l'ORU-FOGAR (organisation internationale des Régions Unies), cet ingénieur hydraulicien, expert et consultant international, est membre du CCT (Conseil des Collectivités Territoriales de l'UEMOA) comme personnalité qualifiée. Depuis avril 2013, il préside le conseil d'administration de la SOGEM-OMVS, Organisation intergouvernementale pour la mise en valeur du fleuve Sénégal, en charge de la gestion du barrage de Manantali.

- Les maires haïtiens ont un discours et des convictions en phase avec celles de leurs homologues dominicains⁽¹⁰⁾
- Le discours politique des élus dominicains sur la frontière dépasse progressivement les seuls élus et pénètre les organisations de la société civile.

Cette expérience de coopération décentralisée transfrontalière est originale par son organisation qui reste non formalisée juridiquement et révolutionnaire par sa capacité à dépasser des conflits hérités de l'histoire. Elle est pleinement réussie par l'adhésion reçue des bailleurs de fonds et les moyens qu'elle mobilise. Elle montre également que l'implication, la vision et la force de conviction de quelques leaders, élus des communes de la province Elías Piña, peut renverser des siècles de préjugés, de manipulations, de conflits et de sang versé pour construire au niveau local une réelle dynamique de coopération transfrontalière, une réelle dynamique de développement territorial valorisant les atouts de chacun des territoires et leur intégration.

La question qui reste en suspens est celle de la capacité des acteurs locaux, qui portent une telle dynamique, à insuffler des changements au niveau national dans les deux pays concernés au bénéfice de leurs citoyens.

10. Ceci reste toutefois à relativiser du fait de la nomination par le gouvernement haïtien de maires intérimaires, amenés à assurer la fonction entre la fin du mandat des maires élus jusqu'à la tenue des élections municipales dont la date n'est pas encore connue. En effet ces maires « intérimaires » ne portent pas la même dynamique

L'auteur

Maria DEL ROSIO BARAJAS ESCAMILLA est professeure, chargée de recherche au département d'études sociales de El Colegio de la Frontera Norte, à Tijuana, au Mexique et coordinatrice du projet "gouvernance bilatérale et coopération et transfrontalière : quelles politiques publiques" .

La participación de las principales ciudades de Baja California, México en las relaciones de interdependencia y conformación de una región transfronteriza

María DEL ROSIO BARAJAS ESCAMILLA

Como parte del creciente fenómeno de globalización, en diversas partes del mundo tienen lugar amplios procesos de integración regional, propiciando el reescalamiento del espacio físico, y alentando y fortaleciendo la cooperación transfronteriza. Los matices y características de estos nuevos procesos en gran medida van a depender del grado de institucionalización alcanzado y de la fuerza de los organismos o instituciones que participan en dichos procesos.

Con el objeto de dar cuenta de las características que guarda la participación de diversos organismos e instituciones (del desarrollo económico, ambiental, comunitario y de gestión de la migración y la seguridad) en la construcción de una región transfronteriza, durante parte de 2012 y 2013, el equipo de investigadores de El Colef⁽¹⁾ (bajo la coordinación de la autora de este artículo), llevó a cabo un extenso trabajo de campo en diversas ciudades fronterizas del norte de México y del sur de Estados Unidos.

Desde nuestro punto de vista, el tema de la formación y consolidación de una región transfronteriza⁽²⁾ puede ser comprensivamente analizada desde la perspectiva teórica desarrollada por Keohane y Nye (1989) sobre la interdependencia económica, social y ecológica de tipo asimétrico que se establece a nivel de países, en donde la cooperación y el conflicto toman lugar, y donde los actores y el marco institucional van a definir el carácter que tome el proceso de interdependencia. Dichas condiciones se van a reflejar de manera particular en el ámbito de las relaciones fronterizas y transfronterizas.

El artículo está organizado de la siguiente manera: En un primer apartado se sitúa la discusión sobre la construcción de una región transfronteriza a partir del proceso de reescalamiento del territorio y de los

1. Profesores de El Colef, Marcos Reyes (Depto. Estudios de Administración Pública), Sergio Peña (Depto. Estudios Urbanos y del Medio Ambiente), Josefina Pérez (Depto. Proyectos Especiales) y José María Ramos (Depto. Estudios de Administración Pública).

2. Desde la perspectiva de Perkman, M. y Sum N. (2003), existe una diversidad de razones por las cuales se puede conformar una región transfronteriza, pero dos elementos clave para su construcción son: la proximidad geográfica entre dos Estados-Nación y la complementariedad entre regiones contiguas en diversos ámbitos: económico, social, ambiental, ecológico, etc.

procesos de integración regional; en un segundo momento se refiere brevemente las características del espacio transfronterizo Tijuana/San Diego, Mexicali/Calexico y San Diego; en tercera instancia se presenta una síntesis de los resultados de investigación; y, finalmente, se concluye con una reflexión sobre la incidencia de estas organizaciones en el desarrollo de la región de estudio.

Región transfronteriza (RTF) y reescalamiento del territorio

El concepto de región transfronteriza alude al hecho de que dos espacios fronterizos de distintos países convergen en una interacción importante, que deriva en el establecimiento de una serie de flujos económicos, sociales, y de personas, así como en el desarrollo de una serie de acciones conjuntas para confrontar determinados conflictos o controversias entre sí.

De acuerdo con Delgado (2004), la relativización de la escala espacial que alberga nuevos procesos económicos, sociales y políticos en gran medida se funda en un conjunto de cambios que se han dado en el contexto mundial: surgimiento del neoliberalismo global, el quiebre del bloque socialista, la apertura de China a la inversión extranjera directa (ied) y lo que se ha denominado: los Estados fallidos, en especial en América Latina y África. Además en este esquema de globalización y reescalamiento territorial, se ha producido el fortalecimiento de organismos internacionales y los acuerdos supranacionales como el gatt, la oemc, el Banco Mundial y el Fondo Monetario Internacional. Para Jessop (2004), la proliferación de escalas es resultado del proceso de globalización y se vincula con lo que él llama la temporalidad de acciones institucionalizadas, su regularización y la gobernanza. Este reescalamiento implica oportunidades y amenazas para la escala nacional, ya que, como el autor señala: “la Proliferación de escalas son discursivamente construidas, institucionalmente materializadas y espacialmente incorporadas”

Autores como Medina (2008) ofrecen una perspectiva interesante para el análisis de la escala regional transfronteriza,⁽³⁾ ya que, para el autor, dicho espacio se puede concebir como una frontera internacional, cuyas características son la creación de espacios de interinfluencia de distintos procesos y distintos niveles de decisión, dentro de los cuales destaca el espacio trasnacional y sus procesos de deslocalización industrial, el desdibujamiento de fronteras nacionales y el

3. El autor aboga por el desarrollo de una perspectiva interdisciplinaria para analizar las fronteras internacionales y el uso de una perspectiva dual de análisis: histórica y espacial.

reconocimiento de la existencia de un espacio transfronterizo y dinámico, con ciertas similitudes y diferencias.

Como resultado de los procesos de reescalamiento espacial, los procesos de integración regional han proliferado en las últimas décadas, tal es el caso de la Unión Europea (U. E.), el tlcán y el Mercado Común de América del Sur (Mercosur). Bajo estos esquemas, las fronteras se han reconfigurado y cada vez es más frecuente conocer las experiencias de construcción y desarrollo de regiones transfronterizas.

Para Keohane y Nye (1989), no todas las relaciones económicas entre países producen interdependencia, ya que hay algunas relaciones que sólo son de interconexión y no cuentan con la normalidad ni los elementos que configuran la interdependencia. Ellos mismos (1974, 1989 y 2000) dedican una parte muy importante de su desarrollo teórico al proceso de la cooperación. Consideran que para que haya efectividad en la cooperación es necesario mantener dos elementos en el proceso, y deben de ser reconocidos y respetados: un determinado nivel de armonía y de diferencias. Es decir, la cooperación requiere un ambiente de respeto e intención de colaborar como condición básica para que la cooperación fluya y los actores puedan llegar a tal efecto; pero también se reconoce que las diferencias son un factor inherente al proceso de cooperar, si no, la relación sería de subordinación, pues se parte del hecho de que los distintos actores defienden y buscan que sus propios intereses queden a salvo. Bajo una condición de interdependencia, las instituciones y/o organizaciones son las que cuentan con la capacidad de promover la cooperación y establecer mecanismos de negociación que se utilicen para construir el espacio transfronterizo y, por ello, hay quienes rechazan el uso de esta teoría en ámbitos de escala subnacional.

Contexto de la construcción de la región transfronteriza Tijuana-San Diego

En las ciudades fronterizas del norte de México, de manera histórica se ha buscado construir diversos esquemas de cooperación que propicien la integración de la región a un ámbito más amplio, toda vez que, en particular, la región noroeste del país se encuentra alejada y un tanto aislada del resto de la república mexicana, esto, dado que no existe una infraestructura adecuada para acercar al norte con el centro y sur de México.

De manera particular, presentamos una manera propia de conceptualizar la región Tijuana-San Diego de diversas formas: como una región

binacional (Barajas, 2000) y como una región transfronteriza (Barajas, 2009). Lo cierto es que bajo estas expresiones se coincide en que la región mantiene amplios flujos de personas y bienes, que posee interconexiones en particular en el ámbito económico, del medio ambiente y social entre ambas regiones, se reconoce que existe una relación sinérgica, aun y cuando, en términos de planeación y urbanización, San Diego supere por mucho a Tijuana.

Sin duda, el desarrollo de la región de estudio se ha basado en la emergencia de un conjunto de actores que serán elementos clave en los organismos u organizaciones que hemos identificado en el entorno institucional de las ciudades fronterizas de Tijuana y Mexicali, mismos que han establecido una serie de relaciones e interacciones más o menos intensas, pero que tienen como propósito aprovechar las sinergias de cada lado, para beneficio propio. Por ejemplo, en el ámbito del desarrollo socioeconómico es mejor “vender» una región más amplia, que tiene ventajas comparativas y competitivas, que únicamente concentrarse en un solo espacio, disimulando la vecindad e importancia de los procesos que en “el otro lado” de la línea toman lugar. En el ámbito del desarrollo ecológico y ambiental, se comparten recursos naturales y hasta el manejo del aire es producto de sinergias en ambos lados de la frontera, lo mismo sucede con el agua y su disponibilidad, en particular en un área como la que estudiamos, que es semidesértica.

Hay quienes afirman que la cooperación transfronteriza en el ámbito económico es de cierta manera natural, ya que los intereses económicos dominan la globalización. Sin embargo, lo anterior tiene algo de mito, ya que a pesar de dichos intereses económicos, también la relación está compuesta de conflictos, desavenencias, liderazgos, capacidades, percepciones diversas sobre el poder, sobre los actores políticos, relaciones de confianza, etcétera.

Apartado metodológico

En términos metodológicos, la encuesta se construye a partir del marco teórico de interdependencia asimétrica y compleja que proponen Keohane y Nye (1989), en donde ellos establecen las categorías que están en juego en dicha interdependencia: cooperación, conflicto, relaciones de poder, normatividad y políticas públicas, sensibilidad y vulnerabilidad. La encuesta estuvo organizada en nueve dimensiones, en las cuales se operacionalizan las categorías ya mencionadas, y, en

este trabajo introductorio trataremos de describir y analizar brevemente los resultados de investigación de las entrevistas ya mencionadas.

La encuesta que se diseñó en el marco del proyecto de investigación antes señalado dio como resultado el levantamiento de 80 encuestas aplicadas entre organismos u organizaciones que actúan en el ámbito transfronterizo (Tijuana, Mexicali, Ciudad Juárez y Nogales en México, y San Diego, El Paso y Nogales, AZ en Estados Unidos). Para este análisis en particular nos basamos sólo en 34 entrevistas de organismos que actúan en Tijuana y Mexicali en Baja California.

Éste constituye un primer trabajo exploratorio de los datos, de ahí que se tome sólo la muestra de los organismos e instituciones que se lograron entrevistar en Baja California. La muestra es representativa, porque se logró entrevistar a más del 40 por ciento de los organismos en cada uno de los ámbitos ya descritos anteriormente, sin embargo, dado que son datos que no sobrepasan los dos dígitos, hemos decidido referirnos a “casos” para hablar del nivel de representatividad de esta parte de la muestra (34 casos).

La encuesta se llevó a cabo entre octubre de 2012 y abril de 2013, a partir de un cuestionario semi-estructurado, y los informantes fueron los directivos de dichos organismos o instituciones (presidente, gerente, director).

Resultados de investigación

A continuación se presenta un análisis de diversas dimensiones que se cubrieron en la encuesta, los cuales se basan en la propuesta de Keohane y Nye sobre interdependencia económica, social y ecológica, y sobre los preceptos de Jessop (2004) sobre re escalamiento espacial y la construcción de un entorno transfronterizo.

Sobre la naturaleza de las organizaciones y su papel en el entorno transfronterizo

En principio, es importante aclarar en qué ámbito se desenvuelven los organismos que se incluye en este estudio, de tal forma, tenemos que 14 de ellas se ubican en la dimensión del desarrollo socio-económico, de investigación científica y migración; 10 de las mismas se localizan en el desarrollo ecológico y ambiental y dos en el ámbito del desarrollo político y de seguridad.

En cuanto al sector al que pertenecen estos 34 organismos, se encontró que 14 pertenecen al sector público, es decir, son organismos

gubernamentales cuya principal actividad es incidir sobre el desarrollo socioeconómico de la región, ocho pertenecen al sector privado y otras ocho a organismos mixtos público-privado y sólo cuatro de ellos se ubicarían en el sector social, como organismos no gubernamentales que trabajan particularmente en organismos de apoyo social a la comunidad.

Resultó interesante que 14 de los 34 organismos, es decir, un poco más de 40 por ciento de ellos se definieron a sí mismos como organismos “locales”, entendiendo como tal una acción restringida a su propia localidad; otros ocho se definen con un carácter “binacional”, y siete de ellos, es decir, casi 21 por ciento, como organismos cuya acción llega a ser de orden transfronterizo, y cuatro se consideran como organismos transnacionales-globales, definición que es de por sí interesante. Lo anterior implica que casi 59 por ciento de los directivos de los organismos entrevistados, conciben a sus organizaciones con una incidencia en un espacio más amplio que la localidad, es decir, incluyen la región transfronteriza. Sin embargo, encontramos que aún los organismos que se definen a sí mismos como locales, a lo largo de la entrevista van reconociendo que su área de acción e influencia es mayor a la que originalmente ellos mismos reconocen. Lo anterior es una muestra de que ser “transfronterizo” no es una elección, sino es una condición propia de esta determinada ubicación territorial.

Relaciones de cooperación y conflicto identificadas en el espacio transfronterizo

Buscando ubicar el tipo de relaciones que se establecen con otros organismos de la región transfronteriza, destaca que 16 organismos, o sea 47 por ciento, señalen que sus principales relaciones han estado enfocadas a “definir acciones y planeación en forma conjunta”, es decir, casi la mitad de los informantes aceptaron ser activos en el entorno transfronterizo, lo cual se vino a constatar con la pregunta sobre las principales funciones de las redes en las que participan, destacando que en 12 casos destaca la “facilitación de la comunicación y la gestión” y en 10 casos “la toma de decisiones sobre acciones específicas”, ambos en el entorno transfronterizo.

Como una segunda opción de respuesta sobre el tipo de relaciones que se establecen en el entorno, resulta que destaca en 13 casos la “facilitación de la cooperación”, y en nueve casos la “promoción de acciones o políticas de apoyo al desarrollo de la región.” La información anterior viene a mostrar el sentido de comunidad que se ha desarrollado entre las organizaciones que tienen algo en común, y que “se relaciona

directamente con su participación en un entorno transfronterizo.” Aquí cobra relevancia la idea de las sinergias, y de la colaboración y cooperación para incidir en el desarrollo del estado, aprovechando su pertenencia a un espacio territorial más amplio.

Otra de las dimensiones que se abordó en la encuesta tiene que ver con la percepción del conflicto o los llamados “conflictos de intereses”, que, como se mencionó al principio, son condiciones intrínsecas de una relación de interdependencia. Resulta interesante que 16 de las 34 organizaciones, es decir 47 por ciento, aceptaron que sí han confrontado algún tipo de conflicto en alguno de los procesos de interacción o colaboración en los que han participado en el ámbito transfronterizo, lo cual demostraría lo señalado por Keohane y Nye (1989), donde sostienen que el conflicto es también una condición inherente a la interdependencia, y que la misma no sustituye al conflicto, pero lo atenúa, en la medida en que existen canales de comunicación que se establecen para gestionar la interdependencia. Resulta por demás relevante que muchos de los actores acepten esta condición, misma que obviamente es más clara entre actores del sector público que entre actores del sector privado, dado que en el primer caso podría haber mayores diferencias en los intereses, mientras que entre actores privados, los unen las relaciones económicas.

Jerarquía de las relaciones y relaciones de poder identificadas entre las organizaciones

Si bien es cierto en el ámbito de las relaciones entre México y Estados Unidos prima una visión en la que se señala una marcada asimetría de poder en el ámbito bilateral. En las regiones transfronterizas la interacción continua produce una percepción distinta de las relaciones e interacciones con actores del país vecino, esto de manera particular en el entorno transfronterizo. Llama la atención que, del total de 34 organismos que forman parte de esta muestra, 25 de ellos, es decir, 73.5 por ciento, declararon considerar que ellos participan de igual a igual con organismos de la parte fronteriza de Estados Unidos. Esto destaca entre organismos del sector privado y organismos no gubernamentales que actúan de forma particular en el tema del medio ambiente, es decir, parece que la naturaleza de las organizaciones influye en este tipo de percepciones.

Sin embargo, no menos importante es el caso de los otros ocho casos (27.5%), ya que sólo en dos de ellos se señaló que habían sentido presión por parte de organismos estadounidenses para aceptar sus puntos de vista y en seis casos, sí se refiere haber sentido claramente la

imposición en algún momento de las relaciones con organismos estadounidenses. Sólo uno de los organismos no proporciona información suficientemente clara para ubicarse en algunas de las tres opciones brindadas como posible respuesta. Cabe mencionar que en este grupo entran en particular organismos del sector público y ong.

Relaciones de confianza, gobernanza y cohesión social

En la encuesta nos interesó poder captar la percepción que los actores tienen respecto de su pertenencia al entorno transfronterizo, lo cual nos estaría indicando el grado de cohesión que alcanza la comunidad transfronteriza.

Para ello, se les cuestionó a los actores sobre su percepción en relación con los liderazgos que identifican en el entorno transfronterizo, y nos llamó la atención que en 11 de los 34 casos (47%), se señala la percepción de que las otras organizaciones son “socios y amigos”, mientras que en nueve casos (52%) se considera el reconocimiento de que otros actores, especialmente del lado estadounidense expresan deseos de cooperación, pero a la vez son “diferentes,” mientras que sólo en dos casos se señaló que los otros actores se consideran hostiles y competidores entre sí. En este rubro podemos ver reflejada la importancia de las relaciones de confianza en la construcción de la interdependencia y el espacio transfronterizo.

Finalmente, se refiere la influencia de actores políticos en el proceso de interacción transfronteriza, encontrando que en 18 casos (78%) se coincide en que los actores políticos pueden influir en el entorno apoyando la gestión de los actores que encabezan procesos de cooperación, y en 15 casos (65%) en la proposición de nuevos mecanismos de cooperación. Es decir, se reconoce el papel que los actores políticos tienen en la construcción de un marco normativo de la relación transfronteriza. Desafortunadamente dicho marco no existe, dada la dificultad de ponerse de acuerdo sobre cómo avanzar en la construcción y consolidación de la región transfronteriza y de la importancia de la cohesión social en dicho proceso.

Conclusiones

El proceso de interdependencia se basa en relaciones de cooperación y conflicto, cuenta con determinadas relaciones de poder, y se ve obligado a sujetarse a una normatividad determinada. La base fundamental de dicha interdependencia es la participación de los actores e

instituciones públicas, privadas y sociales que buscan transformar una región aislada en una región rtf.

La cooperación permite hacer patente la relación dinámica entre actores de ambos lados de la frontera. Sin embargo, ello no exime las diferencias y divergencias entre actores, quienes a través de una relación bastante continua y a veces compleja buscan resolverlas. A pesar de una gran fraternidad y civilidad entre los actores de ambas subregiones en el entorno transfronterizo, se reconocen también experiencias de imposición o diferencias de opinión que generan roces, pero que tienen una especie de estructura y periodicidad de contacto que les permite no sólo resolver problemas, sino dar seguimiento a los acuerdos que se han alcanzado.

Los actores cuentan con capacidades técnicas que les permite actuar en este territorio reescalado, y también participar en un proceso de complementariedad propio de una región transfronteriza. Lo anterior no exime a los mismos de confrontar diversos costos de transacción, pero que resultan manejables.

Finalmente, la construcción de la interdependencia y del propio espacio transfronterizo se va a fundamentar en el desarrollo de relaciones de confianza entre actores, acción que va de la mano para fortalecer la formación de la región transfronteriza de la que hemos hablado, Tijuana-San Diego, Mexicali-Caléxico-San Diego. Y en esta tarea se reconoce también las aportaciones de los actores políticos, a los que se les otorga un papel predominante en la construcción de procesos de cooperación y de resolución de conflictos.